



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**31 MARS 2026**

**Arrêté préfectoral complémentaire du  
portant modification de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007  
relatif à la société BORCHERS, pour son établissement  
sis 1, rue Albert Calmette à Castres**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1 à L. 517-2, L. 181-14 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 22 octobre 2025 portant nomination de Monsieur Simon BERTOUX en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 autorisant la société BORCHERS SAS à exploiter une unité de production et de commercialisation d'additifs pour peintures, encres d'imprimerie, vernis, colles et produits connexes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2013 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations de la société BORCHERS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations de la société BORCHERS ;
- Vu** les courriers préfectoraux du 20 janvier 2017, 11 septembre 2017 et 18 juin 2019 mettant à jour le tableau de classement des activités du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** la demande d'antériorité du 2 décembre 2020 pour la rubrique 4110-1 pour l'utilisation du cobalt hydroxyde nouvellement classé H330 ;
- Vu** la demande du 2 décembre 2020 pour porter à 500 tonnes la quantité de produits visés par la rubrique 1436-2 ;
- Vu** la demande du 31 mai 2021 pour la construction d'une zone de stockage (zone V) ;
- Vu** la demande d'antériorité du 9 juin 2021 pour la rubrique 1450, pour l'utilisation du produit Borch Nox C3 nouvellement classé H228 ;
- Vu** le porter à connaissance du 24 décembre 2021 mis à jour le 6 février 2024, le 20 juin 2025 et le 3 décembre 2025 relatif à la situation du site vis-à-vis des arrêtés du 3 octobre 2010 et 27 septembre 2020 (liquides inflammables) et de la rubrique 1510 (entrepôts) ;
- Vu** la demande du 23 novembre 2022 de modification du stockage du 2,4-diisocyanate de toluène ;

- Vu** la demande d'antériorité de modification de la rubrique 4130-2 pour l'utilisation de butylglycol nouvellement classé H 331 ;
- Vu** la demande du 29 janvier 2026 de modifications des quantités susceptibles d'être stockées pour plusieurs rubriques et le positionnement Seveso du site.
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 13 février à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 février 2026 ;

**Considérant** que la modification des mentions de danger du cobalt hydroxyde, du Borch Nox C3 et du butylglycol génère le classement respectif de ces produits sous les rubriques 4110-1, 1450 et 4130-2 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** que la société BORCHERS bénéficie de l'antériorité pour ce classement ;

**Considérant** que les modifications relatives à l'augmentation de la quantité de produits stockés visés par la rubrique 1436-2, à la construction d'une zone de stockage dite zone V et l'augmentation à 9,8 tonnes de la quantité de 2,4-diisocyanate de toluène n'entraînent pas d'évolutions significatives des impacts environnementaux et sanitaires sur l'environnement et d'évolutions significatives des dangers ;

**Considérant** que les modifications nécessitent une mise à jour du tableau de classement des activités exercées et des dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 sus-visé ;

*Sur proposition de Monsieur le sous-préfet de Castres,*

## **Arrête**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007, telles que modifiées par les arrêtés préfectoraux du 10 avril 2013, 22 juin 2015 et les courriers préfectoraux des 20 janvier 2017 et 11 septembre 2017, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La société BORCHERS SAS, dont le siège social est situé 1 rue Albert Calmettes à Castres est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Castres les installations suivantes :

N° rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des installations et volume d'activité	Régime
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Quantité totale : 2,5 tonnes	A

N° rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2660-a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (fabrication ou régénération), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410, la capacité de production, étant : a) Supérieure à 10 t/j	12 t/j	A
3410-k(*)	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : k) tensioactifs et agents de surface		A
4110-1-a	Toxicité aiguë, catégorie 1, pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, étant : a) Supérieure ou égale à 1 t	Quantité totale : 7 tonnes hydroxyde de cobalt	A
4110-2-a	Toxicité aiguë, catégorie 1, pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg	Quantité totale : 5 tonnes	A
4130.2.a	Toxicité aiguë, catégorie 3, pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides a) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	36 tonnes	A
4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	Quantité totale : 118 tonnes	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Quantité totale : 140 tonnes	E
1434-1-b	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, fiouls lourds, pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	Débit total : 61 m³/h - Station semi-automatique d'embidonage : 12 m³/h. - Installations de remplissage en vrac Réacteur 1 : 12 m³/h Réacteur 2 : 12 m³/h Réacteur 1 : 12 m³/h - Zone de remplissage des charges pour pesée entre les zones H1 et H2 : 12 m³/h. - Pompe de distribution fuel sur la zone O : 1 m³/h.	DC
1436-2	Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	462 tonnes	DC

N° rubrique	Libellé de la rubrique	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2910.A.2	Combustion, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW	2,037 MW  1 chaudière produisant 3 t/h de vapeur à 175°C	DC
4120.2.b	Toxicité aiguë, catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	4 tonnes	D
4130-1-b	Toxicité aiguë, catégorie 3, pour les voies d'exposition par inhalation 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	5 tonnes	D
4140-1-b	Toxicité aiguë, catégorie 3, pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	6 tonnes	D
4140-2-b	Toxicité aiguë, catégorie 3, pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	2 tonnes	D
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	125 tonnes	DC
4722-2	Méthanol (numéro CAS 67-56-1). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	61 tonnes	D
4726-2	2,4-diisocyanate de toluène (numéro CAS 584-84-9) ou 2,6-diisocyanate de toluène (numéro CAS 91-08-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation, étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	9,8 tonnes	D

A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration)

(\*) Rubrique principale IED – conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF correspondants : document LVOC – fabrication en grands volumes de substances organiques.

L'établissement relève de la directive Seveso III. Il est classé Seveso seuil bas au sens de l'article R. 511-11 du code de l'environnement par dépassement direct du seuil Seveso bas pour les rubriques 4510 et 4110.1 et 4110.2 et par dépassement de la règle des cumuls pour les critères de dangers pour la santé et l'environnement.

#### **Article 2 :**

L'exploitant met en place, dans un délai de trois mois, un système automatisé d'extraction des quantités stockées sur le site permettant de réaliser un suivi hebdomadaire du positionnement Seveso du site.

Ce système évoluera par la suite pour permettre ce positionnement de manière quotidienne.

#### **Article 3 :**

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Sans préjudice des prescriptions annexées ainsi que des autres législations auxquelles il conviendra de se reporter, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- Arrêté du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;
- Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- Arrêté du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;
- Arrêté du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733.

#### **Article 4 - Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### **Article 5 - Affichage et publication**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Castres pour y être consultée par toute personne intéressée ;
- un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Castres pendant une durée minimum d'un mois ;
- le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture du Tarn, l'accomplissement de cette formalité ;
- cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6- Exécution**

Le sous-préfet de Castres, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Castres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BORCHERS.

Fait à Castres, le 31 MARS 2026

Pour le préfet, par délégation,  
le sous-préfet de Castres



Laurent GANDRA-MORENO